



2018

L'AGRICULTURE URBAINE

Déjà à la croisée des chemins ?

Antoine **Lagneau***

* Antoine **Lagneau** est chargé de projets « Agriculture urbaine » à l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme/Agence régionale de la biodiversité en Ile-de-France, coordination de l'Observatoire régional de l'agriculture urbaine. Enseignant à l'IUT de Bobigny au sein du DUT « Carrières sociales option Gestion urbaine » et à la FASSE Paris en MASTER 1 « Politique de l'Environnement et Développement durable ».

L'agriculture urbaine connaît un rapide changement d'échelle... Le temps n'est plus aux simples jardins communautaires. Désormais, de la *startup* au groupe multinational, de l'association citoyenne au pouvoir public, nombreux sont les acteurs prêts à porter des initiatives ambitieuses, avec l'objectif de nourrir une population urbaine croissante.

Mais à ce changement d'échelle correspond souvent un changement de modèle, pouvant mettre à mal les valeurs prônées par les pionniers et les activistes de la première heure. S'appuyant sur de nombreux exemples, cette analyse plaide pour une agriculture urbaine dotée d'une fonction sociale et écologique réaffirmée, incluant les publics précaires, loin des sirènes du productivisme et de la finance, de la *smart city* et de la gentrification.

Elle a signé son grand retour en même temps que débutait la seconde décennie du 21^e siècle. L'agriculture urbaine, que l'on croyait disparue à tout jamais de nos villes occidentales, sacrifiée sur l'autel du progrès et de la modernité, engloutie sous le béton et le bitume, repart à la conquête de nos rues et nos quartiers, de manière aussi inattendue que fulgurante. Rien ne semble pouvoir arrêter son développement, d'autant qu'elle se retrouve à présent parée de toutes les vertus, sommée de répondre quasiment à elle seule aux maux de nos cités.

Environnement, lutte contre le changement climatique, autonomie alimentaire, emploi, lien social, santé : cultiver en ville mobilise désormais tous les secteurs et acteurs urbains, à commencer par les élus locaux. Ces derniers, en faisant aujourd'hui de l'agriculture urbaine un instrument d'aménagement et de communication, ont d'ailleurs largement contribué à son nouvel essor.

Un cercle vertueux ?

Par exemple, la ministre de l'Environnement de la Région bruxelloise, Céline Frémault, promet qu'« en 2035, l'agriculture professionnelle en zone urbaine et périurbaine produira 30 % des fruits et légumes non transformés consommés par les Bruxellois. Un [premier] objectif de 5 % est envisagé en 2020¹. »

Pour relever des défis aussi ambitieux, les autorités politiques nouent des partenariats avec certains acteurs économiques ou associatifs « d'avant-garde », porteurs d'initiatives identifiées comme prometteuses (bien que développées sans soutien public à la base). Ces précurseurs bénéficient en quelque sorte d'un statut d'experts de terrain, grâce à telle ou telle expérience pilote dont les édiles reconnaissent le potentiel (en terme de développement, d'emploi, d'image, etc.).

1 B. DE WOLF-CAMBIER, « L'Agriculture urbaine, une valeur ajoutée », in *Le Soir-Immo*, 31 mai 2018.

Citons notamment la *Ceinture Aliment-Terre Liégeoise (CATL)*², associée par le Bureau du Commerce de la Ville de Liège à un « appel à projets » de maraîchage urbain, sur un terrain communal mis à disposition par la ville à partir de 2018 (projet CREaFARM³). De même, à Woluwe Saint Lambert, un acteur comme *Peas and love*⁴, qui installe des potagers urbains sur les toits de surfaces commerciales, bénéficie d'une large visibilité médiatique et se positionne au cœur de la « Stratégie *Good Food* », mise en place par la Région bruxelloise en 2015⁵.

Un cercle vertueux, donc, en apparence... Mais entre la coopérative issue du monde associatif et la *startup* affichant des ambitions internationales, il est parfois difficile de savoir quelle logique préside à cet « entrepreneuriat de la main verte », qui séduit (et unit dans le même enthousiasme) investisseurs privés et pouvoirs publics. En d'autres termes, qui sème et qui récolte sur les terres de la nouvelle agriculture urbaine ?

Engagements électoraux

Pour le savoir, et pour anticiper les évolutions de ce nouveau secteur en plein essor, il peut être utile de faire un premier détour par la France : plus qu'ailleurs, on y recense un grand nombre d'appels à projet proposés par les municipalités pour développer les espaces cultivés sur leur territoire. En Île-de-France, au cœur du Grand Paris, il y a même « embouteillage », chaque collectivité territoriale réclamant son projet.

La ville de Paris est une véritable locomotive. La maire-adjointe de la capitale, chargée des Espaces verts, de la Nature, de la Biodiversité, s'en félicite en ces termes : « Avec *Parisculteurs* [l'appel à projet phare de la municipalité parisienne], nous souhaitons promouvoir une agriculture tournée vers les consommateurs locaux et la transformation à courte

2 > www.catl.be

3 *CREaFARM* : > alimentation-locale.liege.be/creafarm - b_start=0

4 > www.peasandlove.com

5 *Good Food Brussels* : > www.goodfood.brussels

distance des produits franciliens. Vitrine de la gastronomie et de la qualité des produits français, Paris dispose de nombreux atouts pour construire cette politique innovante⁶. »

« Vitrine », « politique innovante », des mots qui s'inscrivent dans le tournant pris en 2014 avec les élections municipales. Ce scrutin est marqué par l'apparition explicite, dans les engagements électoraux de plusieurs candidats, d'une référence à l'agriculture en ville.

Ainsi à Arcueil dans le Val de Marne, Daniel Breuiller (qui mène la liste de la gauche et des écologistes *Arcueil Ensemble*) propose dans son programme « la mise en valeur de la biodiversité locale, en engageant la transition vers la ville "comestible", en plantant autant que possible des arbres fruitiers [...] et en favorisant les projets citoyens de jardins familiaux, collectifs ou partagés, les ruchers associatifs ... C'est une opportunité pour une vie sociale plus riche et une production locale maraîchère et fruitière utile⁷. »

À Paris, lors de ces mêmes élections, trois têtes de liste briguant l'Hôtel de Ville font de l'agriculture urbaine un des points-clés de leur programme : que ce soit à gauche avec Anne Hidalgo pour le Parti Socialiste, à droite avec Nathalie Kosciusko-Morizet (Les Républicains, à l'époque UMP) ou encore chez les écologistes emmenés par Christophe Najdovski (EELV – Europe Écologie Les Verts), chacun présente en la matière des projets tous plus ambitieux les uns que les autres.

Jardins communautaires

Cet engouement politique ne saurait suffire à expliquer les raisons du retour en grâce de l'agriculture urbaine. Il faut pour cela se transporter quelques décennies en arrière, dans le New York des années 70. Dans une ville alors frappée par une grave crise économique et fiscale (qui

6 *Les Pariculteurs*, consulté le 2 février 2018. > www.parisculteurs.paris

7 « Arcueil ensemble ! », programme de la liste *Arcueil Ensemble*, p.9. Consulté le 16 janvier 2018. > municipales.lafeve.fr/arcueil-ensemble

s'achèvera par une banqueroute⁸), une poignée d'habitants emmenée par une artiste, Liz Christy, investit des friches urbaines. Leur idée ? Créer des *community gardens* (jardins communautaires) pour cultiver légumes et fruits certes, mais aussi et surtout, le lien social.

En quelques années, des dizaines de *community gardens* conquièrent le territoire nord-américain rencontrant, comme le rappelle Sandrine Baudry⁹ : « Une aspiration à plus de verdure, de fraîcheur, d'esthétique – grâce à la culture de plantes ornementales – ou de nourriture – grâce au maraîchage » mais aussi « bien d'autres préoccupations d'ordre environnemental au sens large, c'est-à-dire écologiques, mais également économiques et sociales. »

En 1998, Lille devient la première ville en France à accueillir un jardin communautaire baptisé le *Jardin des (re)trouvailles*¹⁰. Bientôt, Nantes, Lyon et d'autres capitales régionales suivent l'exemple lillois avant que Paris, en 2001, ne leur emboîte officiellement le pas.

Point commun à toutes ces expériences : une forte dimension sociale. En s'appuyant sur des études réalisées à New York, Joelle Zask¹¹ de l'Université d'Aix-Marseille, souligne que « l'importance d'être en compagnie des autres et de faire quelque chose ensemble est si fortement affirmée que le jardinage peut sembler un simple prétexte ».

Mais en 2008, alors que le monde vit une nouvelle crise économique, celle des *subprimes*, le jardinage potager n'est plus un prétexte. Pour certaines catégories de la population, notamment les retraités et des personnes sans emploi, l'autoproduction alimentaire va même devenir

8 David HARVEY, *Le Capitalisme contre le droit à la ville – Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, éd. Amsterdam, 2011.

9 Sandrine BAUDRY « Les *community gardens* de New York City – De la désobéissance civile au développement durable », in *Revue française d'études américaines*, 2011/3, n°129.

10 Laurence BAUDELET, Frédérique BASSET & Alice LE ROY (préface de Gilles CLÉMENT), *Jardins partagés – Utopies, écologie, conseils pratiques*, éd. Terre Vivante, 2008.

11 Joelle ZASK, *La Démocratie aux champs*, éd. La Découverte, 2016.

une ressource majeure¹². Trop à l'étroit dans les jardins collectifs pour répondre à toutes les attentes, l'agriculture urbaine va progressivement s'en échapper pour conquérir d'autres espaces de la ville.

Changement d'échelle : la « smart city »

C'est le début d'un changement d'échelle et de paradigme qui ouvre autant de perspectives nouvelles que de questions sur son avenir. Car en s'émançant des espaces de jardinage collectif, l'agriculture urbaine semble aujourd'hui prendre un autre chemin, moins social et plus productif, pour ne pas dire productiviste, sous l'impulsion de divers acteurs.

Il y a d'abord les élus locaux, qui jouent donc un rôle déterminant. Certains discours sont révélateurs de la vision politique de la ville cultivée, d'ores et déjà intégrée aux fameuses *smart cities*. C'est ainsi que Jean-Louis Missika, maire-adjoint de Paris chargé de l'urbanisme, s'émerveille en imaginant « les 100 000 arbres parisiens dotés d'une puce permettant des cartographies utiles pour la végétalisation annoncée ou le développement de l'agriculture urbaine¹³ ». Dans ces villes intelligentes, que l'on nous promet pour demain, l'agriculture urbaine sera donc 3.0, faite de tours maraîchères *high-tech*, de serres ultra-connectées et d'autres supports de cultures hors-sol branchés à des microprocesseurs et autres capteurs électroniques. Ce qui n'empêche pas ces mêmes acteurs de continuer à parler de permaculture et de saisonnalité des produits, histoire aussi de rester dans l'air du temps...

Ce virage pris par l'agriculture urbaine pourrait constituer un premier cap dans sa reconquête de la ville. Car aux politiques viennent s'ajouter une nouvelle catégorie d'acteurs. Celle-ci voit se côtoyer des géants de

12 Christine AUBRY, Jeanne POURIAS & Anne-Cécile DANIEL, « Agriculture urbaine et enjeux de santé – Territoires, incubateurs de santé? », in *Les Cahiers de l'IAU idF*, n°170-171, septembre 2014, p. 73-74.

13 Clara SCHMELCK, « En 2016, Paris sera-t-elle une *smart city*? », in *MétaMédia* [en ligne], 30 novembre 2015, consulté le 04 janvier 2018.
> www.meta-media.fr/2015/12/30/en-2016-paris-sera-t-elle-une-smart-city.html

l'agroalimentaire et de l'immobilier ainsi que des multinationales spécialisées dans les services urbains. Tous ont en commun d'apporter à des élus souvent dépourvus en la matière un savoir-faire technique et, surtout, une puissance financière.

Ici, l'agriculture urbaine semble se réduire à un nouveau débouché économique potentiel dans une *smart city* synonyme, elle, de profits immédiats. C'est ce que décrit la journaliste Dominique Pialot en évoquant dans *La Tribune*¹⁴, « la *smart city*, appellation d'autant plus controversée qu'elle semble parfois se limiter aux enjeux technologiques en délaissant ceux du vivre ensemble, représente également un gigantesque marché pour les grands groupes comme pour les *startups*, promis à une croissance exponentielle dans les prochaines décennies... »

À la croisée des chemins

Carrefour et *Auchan* (en finançant des fermes urbaines ou des projets de cultures sur le toit de leurs hypermarchés), *Bouygues Construction* (avec son bureau d'étude « Ferme urbaine ») mais aussi *Vinci*, *Veolia*, *Suez* pour n'en citer que quelques-uns, ont d'ores et déjà investi l'agriculture urbaine. Avec bien évidemment des discours plus politiquement corrects les uns que les autres sur leur engagement éthique, environnemental et social... Certains financent ainsi, grâce à leurs moyens financiers colossaux, des initiatives agri-urbaines orientées vers l'économie sociale et solidaire ou des projets de recherche scientifique sur le sujet.

Face à des mastodontes économiques désireux de se créer de nouveaux marchés, à des promoteurs flairant de juteuses plus-values immobilières et à des élus locaux souhaitant faire de leur territoire une vitrine politique, l'agriculture urbaine serait-elle déjà à la croisée des chemins ? Alors que semble se dessiner une forme de financiarisation de ce mouvement, les idéaux sociaux portés par les pionniers des jardins partagés et les activistes de la première heure seraient-ils menacés ?

14 Dominique PIALOT, « *Smart Cities* – le siècle des villes se dessine », in *La Tribune*, 24 novembre 2017.

Ces questions prennent tout leur sens alors qu'en 2050, 70% de l'humanité vivra en ville si l'on en croit un rapport publié en 2014 par l'Organisation des Nations unies (ONU). En entrant dans le siècle de l'hyper-urbanité, l'humanité s'engouffre aussi en *terra incognita*. Car à quoi ressembleront les formes urbaines de ces prochaines années? Les 28 mégalo-poles¹⁵ actuelles (où vit 12,5% de la population urbaine mondiale) en donnent déjà une première idée...

Ce monde urbain en mutation et en expansion nécessite le développement d'une approche renouvelée pour imaginer la ville de demain. Car la réalité d'aujourd'hui apparaît bien sombre et surtout bien éloignée de la *smart city* pour des millions d'habitants. De la dégradation continue de la qualité de vie pour les citoyens précarisés à l'inhumanité des conditions d'accueil des populations fuyant les guerres ou les catastrophes climatiques, les injustices sociales et environnementales ne cessent de s'accroître dans les mégalo-poles et métropoles mondiales.

Celles et ceux aux commandes de ces dernières ne peuvent l'ignorer. Mais leurs réponses ont au mieux un goût de *déjà-vu* ou, au pire, sont en contradiction avec leur propre politique sur le terrain. Ainsi, en juillet 2017, le C40, réseau de 86 métropoles mondiales (dont New York, Séoul, Mexico...) s'est réuni près de Paris, affichant, sous le slogan « *Villes de tous les pays, unissez-vous!* », sa détermination à agir en faveur de la transition écologique.

Deux modèles qui s'affrontent

Mais de quelle transition écologique parle-t-on? Celle des *smart cities* bardées de technologies, qui semblent davantage taillées pour une « élite » urbaine et des multinationales à la recherche de profits? Ou bien celle de villes choisissant de s'appuyer sur leurs habitants, mettant notamment en œuvre des solutions « fondées sur la nature » – comme le recommande l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature),

15 Le terme de « mégalo-pole » a été inventé par le géographe français Jean Gottmann en 1961 en référence à la région urbaine qui s'étend sur 800 kilomètres entre l'agglomération de Boston et celle de Washington DC, qu'il avait surnommée « *BosWash* ».

qui préconise de « s'appuyer sur des processus naturels et pas seulement sur des moyens technologiques pour répondre à des enjeux de société (changement climatique, santé, sécurité alimentaire)¹⁶ »? Ce sont bien là deux modèles qui s'affrontent.

Le premier modèle ne propose qu'une fuite en avant, bien illustrée par les propos d'Éric Huybrechts, responsable des actions internationales à l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France (IAU) qui évoque, à l'occasion du Forum urbain mondial de Kuala Lumpur en février 2018, l'enjeu « de la financiarisation de la ville [qui voit] de plus en plus d'autorités publiques [confier] l'urbanisation au secteur privé, qui la traite comme un pur produit financier, sans lien avec les besoins des habitants¹⁷ ».

L'autre modèle est tout autre, rejoignant dans sa vision de la cité la pensée du philosophe Henri Lefebvre, développée dans son ouvrage *Le Droit à la ville*¹⁸, paru en 1968. Comme le souligne Isabelle Anguelowki¹⁹, ce livre et les écrits d'Henri Lefebvre inspirent aujourd'hui les militants de la justice sociale et environnementale qui « tout en résistant au remplacement de leurs espaces et jardins communautaires [...] remettent en question les projets qui sous couvert d'embellir et d'assainir la ville, maximisent sa valeur d'échange ».

Ce profond clivage idéologique traverse l'agriculture urbaine. L'intérêt manifesté à son égard par de puissants groupes privés, conjugué à la volonté d'élus locaux de privilégier de tels acteurs, pourrait en effet modifier profondément sa nature et sa raison d'être. En effet, à l'origine, la notion de partage tient une place particulière au cœur de l'agriculture urbaine : c'est une valeur intrinsèque de cette forme d'agriculture, où

16 > www.fondationbiodiversite.fr/fr/documents-frb/dernieres-publications/851-les-solutions-fondees-sur-la-nature.html

17 Allix GRÉGOIRE, « À Kuala Lumpur, les acteurs de la ville au chevet de l'urbanisation de la planète », in *Le Monde, Cahier Eco et entreprise*, 8 février 2018, p. 5.

18 Laurence COSTES « Le Droit à la ville de Henri Lefebvre – Quel héritage politique et scientifique? », in *Espaces et sociétés*, 2010/1, n°140-141.

19 Isabelle ANGUELOWKI, « Justice environnementale », in Giacomo D'ALISA, Federico DEMARIA, Giorgos KALLUS (dir.), *Décroissance – Vocabulaire pour une nouvelle ère*, éd. Le Passager Clandestin, 2015, p. 103-109.

s'entrecroisent l'attention portée aux autres, la culture des *Communs* et le brassage de populations sur fond de récoltes et de repas partagés.

C'est peut-être là que se noue la compréhension des attentes qu'inspire l'agriculture urbaine aux différents acteurs. Certains la réduisent à une activité économique comme les autres, la considérant comme une énième pièce destinée à faire tourner le système capitaliste. D'autres au contraire, la perçoivent comme un levier de changement social pour matérialiser et mettre en œuvre concrètement la transition écologique.

Un exemple rare : Grande-Synthe

C'est le cas de la ville de Grande-Synthe dans le nord de la France. Marquée par la désindustrialisation qui a entraîné de nombreux habitants dans la grande précarité, cette commune fait figure de pionnière en matière de transition écologique et sociale. Son maire, Damien Carême, l'intègre dans toutes ses actions avec un accent particulier mis sur le retour de l'agriculture en ville. *L'Atelier* (l'université populaire de la ville) est l'un des pivots de cette politique et l'agriculture urbaine y tient une place centrale. Un jardin pilote a ainsi été créé sur le terrain jouxtant le bâtiment. Il permet à la fois à la population de se familiariser avec les pratiques du jardinage potager mais fournit aussi des semences destinées aux cinq jardins situés au cœur de grands ensembles d'habitat collectif.

Grande-Synthe est également connue pour avoir abrité pendant plus d'un an le premier camp²⁰ construit aux normes internationales définies par le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR), afin d'accueillir les centaines de personnes qui transitaient sur son territoire pour essayer de rejoindre l'Angleterre. Un camp qui se voulait une réponse aux conditions inhumaines dans lesquelles vivaient ces femmes, hommes et enfants, démontrant là aussi une politique de l'hospitalité à l'opposé de ce que pratiquent d'autres villes en France...

Pour tenter d'apaiser les souffrances et faire oublier quelques instants

20 Le camp de la Linière, ouvert en mars 2016 et qui abritait près de 1 500 personnes, a été détruit en totalité par un incendie le 10 avril 2017 lors de bagarres entre réfugiés.

les épreuves traversées, un collectif d'agriculteurs urbains, *Végétonomes* (contraction de végétal et d'autonomes), a participé à la vie du camp, aux côtés d'autres associations. Trois carrés potagers en hors-sol, dans des bacs, ont été construits par les membres du collectif originaire de Dunkerque, ville voisine de Grande-Synthe où se déroulent de nombreuses expériences similaires. *Végétonomes* a d'abord choisi de s'adresser aux enfants du camp pour leur apprendre à cultiver des petits fruits et des légumes. Des visites des jardins collectifs au pied des grands ensembles de Grande-Synthe ont aussi été imaginées pour développer du lien social entre habitants et réfugiés.

Ce qui fait de Grande-Synthe un exemple rare en la matière en France, c'est que nous sommes en présence d'une véritable politique publique développée par la municipalité, à l'instar de ce qu'a réalisé la ville de Rosario en Argentine. Depuis 2002, cette ville développe un programme d'agriculture urbaine reconnu aujourd'hui comme « un exemple d'intégration réussie entre l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté, la promotion de l'économie solidaire et les politiques de développement durable » tel que le note un rapport de l'Observatoire des villes inclusives²¹. Celui-ci précise que cette « politique a constitué un outil pour l'inclusion de groupes sociaux qui se sentaient marginalisés (par exemple, chefs de famille sans emploi, femmes et jeunes issus de quartiers pauvres). Elle a aussi aidé à améliorer l'estime de soi de nombreuses personnes concernées et elle a renforcé les liens sociaux et communautaires. »

Ce choix a donc aussi été celui de Damien Carême, le maire de Grande-Synthe qui a clairement orienté la dynamique agri-urbaine sur le volet social. Pas de *smart city*, donc, pas non plus de grandes envolées sur l'agriculture *high-tech* chapeauté par des *startup* et autres multinationales, mais plutôt des initiatives où dominent la fonction sociale et la participation des habitants.

21 « Rosario (Argentine) promeut l'inclusion sociale à travers de l'agriculture urbaine », in rapport de L'Observatoire Villes inclusives, Commission Inclusion sociale, Démocratie participative et Droits humains – Cités et Gouvernements locaux unis, décembre 2013.

Inclusion et réinsertion

Si cette forme d'agriculture sociale municipale est encore peu répandue, certaines collectivités (en lien avec des associations) impulsent des projets variés, à plus petite échelle certes, mais où se croisent les notions de partage et d'attention à l'autre. C'est le cas par exemple de la *Ferme des Cinq Ponts* qui verra le jour en 2020 à Nantes.

Située à quelques minutes du centre ville, cette structure portée par une association d'aide à des populations précaires et par *Emmaüs 44*, vise l'inclusion des personnes sans abri ou en très grande détresse. Soutenu par la ville de Nantes et Nantes Métropole, ce lieu d'accueil sera donc aussi un espace de réinsertion sociale via une ferme urbaine dédiée au maraîchage. Ce modèle de partenariat entre des acteurs associatifs et des collectivités locales constitue, pour l'agriculture urbaine à vocation sociale, une bonne raison de croire à sa pérennité dans nos villes. Reste que son maintien et son développement sont entre autres indexés sur des décisions politiques, où l'ambivalence en matière d'engagements sociaux et environnementaux est souvent la règle.

Paris, de ce point de vue, offre un visage ambigu, avec de multiples appels à projets autour de l'agriculture urbaine qui mélangent allègrement *high-tech* et *low-tech* et où la dimension sociale peine parfois à surnager... Mais la municipalité parisienne sait aussi faire preuve d'engagement en la matière. Ainsi, dans le 18^e arrondissement, le square Jessaint est devenu, grâce à un partenariat entre la ville et *Emmaüs Solidarité*, un jardin collectif solidaire. Ouvert aux habitants, il a été aménagé et est entretenu par des personnes sorties de la précarité et en réinsertion, qui y cultivent légumes et aromates. Autre exemple, l'ancien lycée professionnel Jean-Quarré dans le 19^e arrondissement a été converti par la mairie en Centre d'Hébergement d'Urgence (CHU) en 2015 pour accueillir des réfugiés. Géré là aussi par *Emmaüs Solidarité*, l'établissement accueille 150 hommes et, depuis deux ans, *Emmaüs* travaille avec l'association *Vergers Urbains* pour

y développer un potager²². Les résidents participent ainsi à l'entretien de ce dernier et consomment les fruits et les légumes qui y sont cultivés. Paris a d'ailleurs récompensé *Vergers Urbains* et *Emmaüs Solidarité* en décembre 2017 par un trophée saluant les meilleurs projets en agriculture urbaine.

L'exemple libanais

L'agriculture urbaine joue ici pleinement son rôle, en permettant d'échapper à un quotidien tourmenté. Une réflexion menée également, dans un tout autre contexte, au Liban. Depuis le début du conflit syrien, l'État libanais a accueilli près d'un million de réfugiés sur son territoire, la plupart se concentrant dans quatre camps situés dans la plaine de la Beqaa, près de la cité antique de Baalbek. Des camps qui, de par leur progressive pérennisation, se transforment petit à petit en villes informelles, un phénomène parti pour durer puisque, comme le rappelle Cyril Hanappe²³, « deux milliards de personnes, soit 30 % de la population habiteront bientôt dans en habitat informel, quel qu'il soit ». Michel Agier y voit même une « transformation, sur la longue durée, qui peut aller jusqu'à la reconnaissance et à un certain droit à la ville²⁴ ».

C'est dans ces lieux aux conditions de vie d'une extrême dureté qu'une association libanaise a entrepris depuis 2016 d'aménager des espaces aux caractéristiques semblables à celles de l'agriculture urbaine telle que nous la connaissons. La *Soils Permaculture* (association libanaise pour la diffusion des pratiques permacoles et agro-écologiques²⁵) a ainsi créé dans ces

22 Julian RENARD, « L'Agriculture urbaine nourrit les échanges en pleine crise des réfugiés », in *Revue Sur-Mesure* [en ligne], 2017/2, 28 avril 2017, consulté le 3 janvier 2018.

> www.revuesurmesure.fr/issues/natures-urbaines-et-citoyennetes/lagriculture-urbaine-nourrit-les-echanges-en-pleine-crise-des-refugies

23 Ivan JABLONKA, « Les Camps de réfugiés sont là pour rester – Entretien avec Cyrille Hanappe », in *La Vie des idées*, 30 septembre 2016.

> www.laviedesidees.fr/Les-camps-de-refugies-sont-la-pour-rester.html

24 Michel AGIER, « La Fabrique des indésirables », in *Le Monde diplomatique*, mai 2017, p. 13.

25 > www.soils-permaculture-lebanon.com

camps, en lien notamment avec l'association *Graines et cinéma*²⁶, des petits jardins potagers. Si la production alimentaire est ici une composante à part entière du projet, la dimension sociale l'est tout autant, car comme le rapporte une jeune volontaire : « Planter des légumes, des salades, des fleurs... c'est aménager un espace qui fait du bien au cœur et au corps, des petites oasis de verdure au milieu des tentes composées de bâches et de pneus²⁷ ».

Micro-fermes et jardins d'insertion

« Faire du bien au cœur et au corps » semble donc intrinsèquement lié à la nature de l'agriculture urbaine, laquelle participe ainsi à la santé publique, comme le soulignent les chercheuses Christine Aubry, Jeanne Pourias et Anne-Cécile Daniel²⁸. Dans leur article intitulé « Agriculture urbaine et enjeux de santé », elles citent une série d'exemples mentionnant notamment les « jardins d'insertion destinés à réconcilier des populations marginalisées avec un rythme de travail et pourvoyeuses d'un revenu, mais aussi, d'une réinsertion psychologique et sociale ».

Les Jardins de Cocagne offrent un bon exemple de ces « jardins d'insertion ». Créé en 1991, cette association travaille à l'intégration des personnes en insertion via une activité de production de légumes distribués ensuite à des adhérents-consommateurs. Ce réseau s'est depuis largement développé, à l'image du travail réalisé à Loos-en-Gohelle, ville du Nord de la France, elle aussi fortement touchée par la crise économique et la désindustrialisation. Dans cette commune, une micro-ferme urbaine installée sur 1 000 m² a vu le jour en 2016 et emploie aujourd'hui neuf salariés qui cultivent légumes, aromates et petits fruits en filière bio.

26 *Graines et cinéma* est une association créée en 2015 par Zoé Beau, coordinatrice culturelle, et Ferdinand Beau, ingénieur agronome, pour développer un réseau de collecte de semences paysannes, de la France vers la Syrie.

27 Jean-Marc TECHER, « Les Carnets de voyages de Lara – Bienvenue au Liban ! », in *Clicanoo – Le Journal de l'île de La Réunion*, 8 août 2016, consulté le 10 janvier 2018.
> www.clicanoo.re/node/380224

28 Christine AUBRY, Jeanne POURIAS & Anne-Cécile DANIEL, *op. cit.*

Une production qui alimente 70 paniers vendus chaque semaine.

Les micros-fermes urbaines, en se multipliant dans les villes, sont devenues un nouvel acteur de cette forme d'agriculture. Un acteur qui, comme le souligne Anne-Cécile Daniel, offre « un panel d'activités et d'animations qui explique que la production alimentaire peut être un objectif secondaire [...] Ce sont des projets de cohésion sociétale et sociale, qui nous amènent à les considérer comme des formes d'agriculture citoyennes²⁹. »

La micro-ferme urbaine initiée par l'association *Veni Verdi* au cœur du collège Pierre-Mendès France à Paris, qui a converti les espaces verts de l'établissement en jardins productifs à visée pédagogique, est une autre illustration de ce modèle. Tout comme celle du *Paysan urbain* installée à Romainville (Seine-Saint-Denis). Spécialisée dans la production de micro-pousses, elle emploie sept salariés en insertion et est aussi soutenue par le *Réseau Cocagne*.

L'éventail des catégories de population concernées par la fonction sociale de l'agriculture urbaine est extrêmement large, comme le montre également l'initiative des *Fermiers de la Francilienne* à Villetaneuse, toujours en Seine-Saint-Denis. Cette association a transformé une friche de trois hectares appartenant à l'Université Paris 13 en espace dédié à la culture et à l'élevage, tout en protégeant la biodiversité ordinaire présente. Elle y mène un projet de réinsertion à destination de personnes condamnées pour de petits délits à des Travaux d'Intérêt Général (TIG).

Autre exemple éclairant à Liège (Belgique) : à trois cents mètres du centre-ville, la *Ferme de la Vache* déploie ses activités sur un site exceptionnel, préservé de la prospection immobilière par la mobilisation des riverains.³⁰ Gérée par le Centre Public d'Action Sociale (CPAS), la *Ferme* œuvre à la réinsertion d'allocataires sociaux par le biais d'activités multiples

29 Anne-Cécile DANIEL, « Fonctionnement et durabilité des micro-fermes urbaines – une observation participative sur le cas des fermes franciliennes », mars 2017. Étude menée dans le cadre de la Chaire Eco-conception avec *Agroparistech* et l'équipe *Agricultures urbaines (SAD-APT, INRA)*.

30 Pour un retour sur cette lutte urbaine exemplaire : www.barricade.be/publications/analyses-etudes/favechamps-un-exemple-lutte-urbaine

(jardinage, maraîchage, vente au public, restauration, rencontres didactiques, sensibilisation à l'environnement, etc.) L'institution bénéficie aussi d'un ancrage profond dans son quartier et dans la vie associative locale³¹.

Les « potagers thérapeutiques »

À mi-chemin entre la dimension sociale et la santé, les potagers thérapeutiques sont encore une autre facette de cette forme d'agriculture. Là aussi, les réalisations se multiplient, en même temps que l'on redécouvre les bienfaits du jardinage pour des publics souffrant de diverses pathologies ainsi que pour les personnes âgées. Dans le 18^e arrondissement de Paris, des carrés potagers ont été installés par la société *Topager* sur le toit du *Centre Robert Doisneau* accueillant des adultes handicapés, des jeunes autistes et des personnes âgées dépendantes. La culture de petits fruits, légumes, aromatiques, vignes... procure de nombreux bénéfices en stimulant notamment les fonctions cognitives et en facilitant les échanges entre les résidents ainsi que l'activité physique.

À Toulouse, la clinique Pasteur s'inscrit dans une démarche identique avec la mise en place sur son toit, par une jeune entreprise issue du maraîchage bio, *Macadam Garden*, de 200 bacs potagers. Les jardinières sont entretenues par les patients, le personnel soignant et des travailleurs handicapés.

Prendre soin de l'autre et prendre soin de la terre sont deux préoccupations majeures qui se rejoignent dans ces initiatives d'agriculture urbaine sociale. Rien d'étonnant, *a priori*, puisque tous revendiquent une approche permaculturelle qui entend prendre soin des hommes, du sol et met le partage équitable de la production au centre de la démarche (du moins selon l'approche originelle de Bill Mollison et David Holmgren³²).

Cultiver en ville, que ce soit en bac ou en pleine terre, s'inscrit en

31 Pour un aperçu des activités de la *Ferme de la vache* : www.cpasdeliege.be/images/pdf/Livret_Ferme_de_la_vache.pdf

32 Bill MOLLISON & David HOLMGREN, *Permaculture – Principes et pistes d'action pour un mode de vie soutenable*, éd. Rue de l'échiquier, 2014.

fait dans un plus vaste mouvement de refus d'une agriculture chimique, mécanisée, industrielle. À la motivation liée à la protection de l'environnement et de la biodiversité, s'ajoute la volonté de mieux contrôler son alimentation et surtout de manger sainement. Une préoccupation qui trouve son origine notamment dans les scandales alimentaires mais qui s'explique aussi par une volonté de s'affranchir de la malbouffe aux impacts désastreux sur la santé. Plusieurs études réalisées notamment en Amérique du Nord ont ainsi montré que le jardinage associatif aboutissait à améliorer, grâce en partie à l'autoconsommation de fruits et légumes, le régime nutritionnel des jardiniers³³.

L'écueil de la « gentrification »

Ces exemples enthousiasmants suffisent-ils à conclure que l'agriculture urbaine sociale peut être considérée comme une forme de projet politique à part entière, inscrit dans un élan plus vaste de transition écologique et sociale ?

Ce n'est pas si simple répond Flaminia Paddeu, Maître de Conférences et Chercheuse en géographie à l'Université de Paris 13, pour qui, en la matière, il faut « sortir du mythe de la panacée³⁴ ». S'appuyant sur une fine observation de Détroit, ville américaine où l'agriculture urbaine a acquis une visibilité mondiale, elle juge ainsi que « les bénéfices annoncés sont plus controversés qu'au premier abord et sont souvent insuffisamment étayés ». Elle souligne le fait que l'essor de l'agriculture urbaine peut aussi générer un creusement des inégalités raciales et sociales. En effet, la revalorisation de quartiers en déshérence, à laquelle participe cette agriculture, suscite inévitablement l'arrivée d'une nouvelle population, plus

33 Jeanne POURIAS, « Maraîchage et élevage urbaine – Quelle contribution à la justice alimentaire ? », in Antoine LAGNEAU, Marc BARRA, Gilles LECUIR (dir), *Agriculture urbaine – Vers une réconciliation ville-nature*, éd. Le Passager clandestin, 2015, p. 257-269.

34 Flaminia PADDEU, « Sortir du mythe de la panacée – Les ambiguïtés de l'agriculture urbaine à Détroit », in *Métropolitiques*, 13 avril 2017.
> www.metropolitiques.eu/Sortir-du-mythe-de-la-panacee-Les-ambiguites-de-l-agriculture-urbaine-a-Detroit.html

aisée, ce qui aboutit à un phénomène urbain bien identifié : la « gentrification³⁵ ».

À l'appui de sa démonstration, Flaminia Paddeu cite notamment l'exemple de terrains vendus pour une bouchée de pain par la municipalité de Détroit à un consortium privé, afin d'y construire une ferme commerciale. La chercheuse avertit ainsi des dérives bien réelles de l'agriculture urbaine « sur fond de tensions entre des collectifs humains aux engagements contradictoires », tant à Détroit qu'à Paris ou dans d'autres métropoles. Des dérives qui pourraient bien s'accroître davantage à mesure que s'impose le modèle (ou le mythe) de la *smart city*.

Un équilibre incertain

Du fait qu'elle alimente les attentes et les ambitions contradictoires (voire inconciliables) d'acteurs multiples, l'agriculture urbaine est au centre d'un jeu complexe : le développement d'une véritable agriculture urbaine sociale repose sur un équilibre fragile. Malgré un discours de façade, l'arrivée de grands groupes économiques et industriels obéit évidemment à une stricte logique de marché (donc de compétition et d'accaparement des profits) qui se situe à l'opposé des valeurs de partage portées par l'agriculture urbaine sociale.

Certains, parmi lesquels des élus désireux d'engranger des bénéfices politiques, plaideront que ces géants des places boursières mondiales ont pourtant intégré le volet humain, avec le financement de projets ou la création d'activités faisant la part belle à l'insertion. Certes, mais pour combien de temps encore ? Quelles garanties avoir sur la prise en compte du volet social de leurs activités, une fois que ces acteurs seront assurés de leur position dominante ?

De même, le développement d'une agriculture *high-tech* ne risque-t-elle pas (malgré là encore des propos rassurants) de priver progressivement la

35 On appelle « gentrification » le processus de renouvellement de la composition sociale et démographique d'un quartier au profit de ménages plus aisés, aboutissement à un embourgeoisement du territoire en question (de l'anglais « *gentry* » : petite noblesse).

population de l'accès à des espaces de culture en ville? Comment imaginer en effet que ces installations, équipées de technologies de pointe, soient ouvertes au citoyen lambda? Et surtout, quelle place aura l'humain dans ces serres et autres tours ultra connectées? Aucune sans doute, puisque la robotisation aura pris le dessus. La conjonction des intérêts financiers et des avancées techniques représente, si elle n'est pas anticipée et maîtrisée, un risque majeur pour l'agriculture urbaine sociale.

Incohérences et duplicité

Carrefour, Vinci, Auchan... tous jouent depuis de longues années la carte du développement durable. Le retour au premier plan de l'agriculture urbaine leur permet ainsi de parfaire leur rôle, en se posant en acteurs de la relocalisation de l'alimentation et de la préservation de l'agriculture de proximité. Mais ces multinationales ne peuvent échapper aux questions sur la cohérence de leur politique.

En effet, l'ensemble de la grande distribution est directement responsable de la disparition de milliers d'hectares de terres agricoles chaque année à travers le monde. Auchan, qui annonce son intention d'investir massivement dans la construction de fermes urbaines, s'apprête au même moment à bétonner quatre vingt hectares de terres arables en banlieue parisienne, pour construire *Europa City*, présenté comme « le plus grand centre commercial et de loisirs du monde³⁶ ».

Le groupe de *BTP Vinci* quand à lui, était tout simplement le concessionnaire de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, avant que le projet ne soit abandonné en janvier 2018 par le gouvernement français. Si elle avait vu le jour, cette installation aéroportuaire aurait artificialisé 962 hectares de terres agricoles et de zones humides. Quant à *Carrefour*, le groupe a dévoilé en janvier 2018 la suppression de 2 400 emplois en

36 « *Les hypers, c'est pas super !!!* », campagne de l'ONG *Agir pour l'Environnement*.
> europacity-nonmerci.agirpourenvironnement.org

France³⁷ (et de 1 200 emplois en Belgique³⁸), alors même que son chiffre d'affaire annuel 2017, s'il est en très légère régression dans l'Hexagone, est en hausse de 5 % en Europe³⁹: un signe de l'attachement cynique de l'entreprise au « développement durable »... de ses profits.

On le voit, que ce soit en termes environnementaux ou sociaux, ces grands opérateurs privés ne cessent de pratiquer le grand écart, montrant ainsi la duplicité de leur politique. Une incohérence flagrante qui se doit de susciter des interrogations chez les autres acteurs de l'agriculture urbaine, contraints parfois de s'associer à ces multinationales pour faire émerger leur propre projet.

Il est peut-être temps à ce stade de réfléchir à des initiatives moins gourmandes financièrement ou faisant appel à des ressources plus éthiques. Cela signifie revenir à des projets de plus petite taille, pensés par ou avec les habitants, aux ambitions nourricières plus modestes mais respectueuses des saisons, avec des techniques de faible intensité, permacoles ou faisant appel à l'agroécologie.

Conclusion

Projet ou mouvement dont on perçoit les ferments politiques, l'agriculture urbaine est porteuse de nouveaux champs du possible où se conjuguent (en s'appuyant sur d'autres mouvements sociaux) justice sociale et environnementale. Reste que sa nouvelle popularité la positionne aujourd'hui sur une ligne de crête.

Si l'on souhaite une agriculture urbaine sociale, qui conserve sa capacité à accueillir, soulager et soigner, il convient alors de préserver le modèle originel, hérité des années 70. Car en ce début du 21^e siècle, quarante ans

37 > www.liberation.fr/france/2018/01/23/carrefour-confirme-la-suppression-de-2-400-postes-en-france_1624505

38 > www.rtf.be/info/economie/detail_carrefour-belgium-conseil-d-entreprise-tres-attendu-ce-jeudi-apres-midi?id=9821510

39 > www.lerevenu.com/breves/carrefour-chiffre-daffaires-en-hausse-mais-2017-ete-globalement-difficile

après les initiatives pionnières, les perspectives d'évolution de l'espace urbain restent équivoques et rarement synonymes de mieux vivre.

Dans ce contexte incertain, à condition de la soustraire aux appétits d'opportunistes agents financiers, l'agriculture urbaine et sa fonction sociale pourraient nous aider à revisiter l'idéal de la ville refuge, ouverte aux hommes et à l'ensemble des êtres vivants, à cette biodiversité dont nous faisons collectivement partie.

Antoine LAGNEAU

Pour aller plus loin

L. CAHN, C. DELIGNE, N. PONS-ROTBARDT, N. PRIGNOT, A. ZIMMER, B. ZITOUNI, « Terres des villes – Enquêtes potagères de Bruxelles aux premières saisons du 21^e siècle », in *Premier Secours* n°0, 2018.

G. FABUREL, *Les Métropoles barbares – Démondialiser la ville, désurbaniser la terre*, éd. Le Passager clandestin, 2018.

COLLECTIF, F. BRONDEAU (dir.), « Cultiver la ville, de la diversité des pratiques et des formes d'appropriation citoyennes », in *Géographie et Cultures*, n°101, 2018.

C. F. MATHIS, E. A. PÉPY, *La Ville végétale – La nature en milieu urbain – France XVII^e - XXI^e siècle*, éd. Champ Vallon, 2017.

A. LAGNEAU, « Fonction alimentaire, sociale, écologique... Qu'attendons-nous de l'agriculture urbaine ? », *Fondation de l'Écologie politique*, 2016.

> www.fondationecolo.org/activites/publications/Les-Notes-de-la-FEP-10-Agriculture-urbaine

COLLECTIF, Sophie HUBAUT (dir.), « La Ville en herbe – Propositions pour un maillage vert de l'agglomération de Liège », in *Dérivations*, HS n°2, décembre 2016.

Catherine STEVENS, « La Permaculture – Le nouveau graal agricole ? La permaculture peut-elle nourrir l'humanité ? », *Barricade*, 2015.

> www.barricade.be/publications/analyses-etudes/permaculture-nouveau-graal-agricole-ou-permaculture-peut-elle-nourrir

Pablo SERVIGNE, « Imaginer l'avenir des villes », *Barricade*, 2017.

> www.barricade.be/publications/analyses-etudes/imaginer-avenir-villes

Steve BOTTACIN, « *Demain*, le film – Les marchands d'espoir », *Barricade*, 2017.

> www.barricade.be/publications/analyses-etudes/demain-film-marchands-espoir

BARRICADE

CULTURE D'ALTERNATIVES

ANALYSES ET ÉTUDES

Toutes nos analyses sont disponibles sur notre site www.barricade.be et gratuitement en imprimés, rue Pierreuse 15 – 4000 Liège via la librairie Entre-Temps, la librairie de Barricade.

AGENDA DE NOS ACTIVITÉS

Rejoignez-nous sur *Facebook* ou inscrivez-vous à notre newsletter sur www.barricade.be Recevez gratuitement le PDLM, notre revue bimestrielle, en nous contactant par mail à info@barricade.be ou par téléphone au 04 222 06 22



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Wallonie